

Contre la montée du racisme et du bellicisme, internationalisme et autodéfense !

Partout sur la planète le bruit des bottes reprend. La situation du capitalisme ne permet plus aux impérialismes de croître sans s'attaquer. Dans ce contexte, tous les États se réarment et les marchands de mort prospèrent. Les coupes dans les dépenses sociales contrastent avec les hausses des budgets des polices et des armées. Sous le cache-sexe de la défense du territoire, c'est bien un affrontement qui est en préparation. Comme lors de l'adoption des crédits de guerre de 1914, les partis réformistes (PS, PCF, LFI) soutiennent les volontés bellicistes de leur bourgeoisie, à la condition que les plus riches y participent également.

Avec 2 % du patrimoine des 500 fortunes les plus riches de France on gagne 25 milliards d'euros, c'est-à-dire la moitié de l'effort militaire que vous souhaitez. (Alma Dufour, LFI, FranceInfo, 7 mars 2025)

Les armes sont déjà testées sur les Ukrainiens et les Palestiniens.

L'étranger, quand il est pauvre, est partout désigné comme ennemi et traqué. Les Mexicains aux États-Unis connaissent le sort des Magrébins en France, des Sénégalais en Libye, des Yéménites en Arabie saoudite, des Roms partout en Europe, des Syriens en Turquie. Les législations concernant les migrants se durcissent, qu'elles soient portées par les vieux partis bourgeois comme aux États-Unis, par des partis réformistes comme la SD danoise, le Parti travailliste britannique ou par des partis bourgeois fascistes comme les FdI italiens. En France, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, en Suède... les partis racistes ciblent les réfugiés et les travailleurs immigrés.

En France, le gouvernement Bayrou de « l'arc républicain » cherche aussi des boucs émissaires. Darmanin (Renaissance) propose d'interdire les mariages avec des étrangers sans-papiers. Son collègue Retailleau (LR), qui a déjà durci les conditions de naturalisation en janvier, souhaite l'augmentation des durées de rétention en CRA et réduire les prestations sociales aux étrangers en situation régulière. Bayrou, lui-même abonde dans le sens du RN en évoquant un « sentiment de submersion ». Dans le même temps, la répression bat son plein. Le 18 mars, la Gaité lyrique où s'étaient réfugiés des mineurs sans-papiers est évacuée violemment par les matraques des CRS qui en profitent pour rafler 46 jeunes.

Les médias de la grande bourgeoisie distillent à la fois le venin chauvin et la haine de l'étranger. Après avoir embauché le fondateur des Zouaves de Paris Marc de Cacqueray-Valmémier, après avoir donné de l'audience à plusieurs groupuscules fascistes sur ses chaînes de télévision, Bolloré ajoute le vieux suprémaciste Alain de Benoist au catalogue de chez Fayard où il rejoindra Bardella.

Ce climat nauséabond incite les groupes fascistes à aggraver. Le 1^{er} février, à Lyon, quatre nervis poignardent trois personnes sur fond de racisme. Le 16 février à Paris c'est une vingtaine de nervis qui attaquent au cri de « Paris est nazi » une réunion du collectif antifasciste

Young Struggle. Le 10 mars à Nantes, à la suite d'une assemblée générale, deux étudiants sont tabassés par des nazillons cagoulés. Le 14 à Angers, le RED menace quatre membres de l'UNEF. L'UNI et la Cocarde étudiante parodent, intimident, menacent et aggraver. Ces nervis oeuvrent main dans la main avec l'armée et la police.

Demander à Macron de renforcer « la défense », demander au gouvernement Bayrou-Retailleau-Darmanin de bien vouloir interdire les groupes fascistes, c'est semer des illusions en laissant croire à la classe ouvrière que l'État bourgeois pourrait bloquer la montée de la guerre et du fascisme. Les directions syndicales CGT, FO, CFDT, FSU, Solidaires qui accueillent en leur sein des organisations de policiers en font

autant.

Après que le gouvernement du Parti radical, membre fondateur du Front populaire, a édicté en 1937 un décret contre l'immigration, a annulé en 1938 les conquêtes sociales arrachées par la grève générale, il a utilisé les lois contre les ligues fascistes de 1936 pour interdire en 1939 le PCF. L'assemblée à majorité Front populaire élue en 1936 vota les pleins pouvoirs au maréchal fasciste Pétain en 1940. Aujourd'hui, Retailleau, qui est ministre grâce au PS, veut interdire la Jeune Garde, une organisation antifa. La dissolution du Collectif Palestine vaincre a été validé le 20 février.

Face au militarisme, à la xénophobie, au talon de fer, la responsabilité de toutes les organisations syndicales et politiques qui se réclament de la classe ouvrière est d'organiser l'autodéfense contre la police et les fascistes, de rompre avec sa bourgeoisie, son État, son gouvernement

- Front unique des organisations ouvrières contre le militarisme et la division des travailleurs !
- Ouverture des frontières. Régularisation de tous les travailleurs et étudiants sans-papiers. Mêmes droits pour tous les étudiants. Mêmes droits pour tous les travailleurs.
- Autodéfense immigrée, LGBT, étudiante et ouvrière, pour protéger les locaux, les manifestations, les pickets de grève, les quartiers populaires contre les nervis et les flics.

19 mars 2025



REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste | Collectif révolution permanente en France |

Ni conclave, ni conciliation avec Bayrou-Retailleau !

L'intersyndicale et le PS au secours de Bayrou-Retailleau-Darmanin p. 2
Interdire les expulsions et reconstruire Mayotte p. 6
Le combat de PSC dans les congrès départementaux de la FSU p. 9
Retrait immédiat et définitif du projet contre la recherche publique I p. 10
Lettre du Groupe marxiste internationaliste au congrès du NPA-R p. 10
Trump annonce une offensive tous azimuts de l'impérialisme américain p. 11
Autriche : vers un bloc FPÖ-OVP p. 14
Allemagne : élections et lutte de classes p. 15
Syrie : pour un gouvernement ouvrier et paysan I p. 19
Uruguay : le front populaire revient au gouvernement p. 22
La crise révolutionnaire de 1919-1920 en Italie p. 24
Libération des 10 000 otages palestiniens I p. 28

groupemarxiste.info
n° 66
janvier-février 2025
2 euros